



FMM West Africa

Support to Free Movement of Persons & Migration in West Africa

ATELIER CSI AFRIQUE SUR LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

Abuja, 7-9 DECEMBRE 2017

Guide pour les décideurs politiques sur la protection des droits des travailleurs migration dans la région CEDEAO

Présenté par :

Aly CISSE

Developpé par :

Aurelia SEGATTI, PhD





STRUCTURE DE LA PRESENTATION

1. OBJECTIFS
2. STRUCTURE
3. SECTIONS CLES

1. OBJECTIFS

- La région CEDEAO fait face à **trois grands défis** sur le plan migratoire :
 - la transposition des normes et des cadres adoptés depuis les années 1970 dans les législations nationales, les politiques publiques et dans les pratiques ;
 - l'abolition des barrières à la liberté de circulation ;
 - l'accès effectif des travailleurs migrants à leurs droits.
- Les Etats membres (EM) restent seuls **responsables du développement des politiques nationales**
- Il est donc essentiel pour la CEDEAO d'assister les EM à **réduire l'écart** entre les cadres validés politiquement et les pratiques non conformes et divergentes

1. OBJECTIFS

Spécificités du contexte migratoire en Afrique de l'Ouest :

- Niveaux élevés d'emploi informel et vulnérable, de chômage et faible productivité
- Essentiellement une question intra-régionale (90% des 8.4 millions de migrants de la région sont originaires des pays de la CEDEAO)
- Essentiellement des migrants peu qualifiés ; mais forts taux migratoires des plus qualifiés vers les pays de l'OCDE (ex.: 67% des Cap Verdiens hautement qualifiés ont émigré)

1. OBJECTIFS

Tableau 1. Secteurs professionnels des immigrants et des émigrants dans les pays de la CEDEAO.

Source: Adapté de Devillard et al. 2015: 29-30 compilé à partir de différents rapports nationaux.

Secteurs d'activité des immigrants	Pays	Secteurs d'activité des émigrants
<ul style="list-style-type: none"> • Commerce et restauration • Agriculture 	Bénin	<ul style="list-style-type: none"> • Professions intellectuelles supérieures (Gabon, secteur de l'éducation) • Professions peu et moyennement qualifiées en zone urbaine • Commerce, pêche (Gabon, Côte d'Ivoire), agriculture • Secteur médical
<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture • Commerce et artisanat (en zone urbaine) 	Burkina Faso	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture
<ul style="list-style-type: none"> • Bâtiment, gardes de sécurité (migrants de la CEDEAO) • Commerce (Chinois) • Tourisme (Libanais et Européens) 	Cap Vert	<ul style="list-style-type: none"> • Bâtiment, travail domestique, industrie, services, hôtellerie (vers les pays de l'OCDE) • Secteur médical
<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture, élevage, pêche • Industrie, services et commerce • Education 	Côte d'Ivoire	<ul style="list-style-type: none"> • Secteur de la santé, commerce, hôtellerie, services (vers les pays de l'OCDE dont l'Afrique du Sud)
<ul style="list-style-type: none"> • Commerce de détail, de gros et tourisme • Agriculture, mines et pêche • Industrie (10%), services financiers et commerciaux (5%) • Secteur public (enseignants) 	Gambie	<ul style="list-style-type: none"> • Secteur médical • Emplois peu qualifiés
<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture, foresterie et pêche • Commerce de gros et détail • Réparation des véhicules • Secteur informel, auto-emploi 	Ghana	<ul style="list-style-type: none"> • Commerce de détail • Bâtiment et agriculture • Mécaniciens, électriciens, charpentiers • Secteur médical
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur minier • Industrie de la pêche • Petits commerces 	Guinée	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture • Petits commerces

1. OBJECTIFS

<ul style="list-style-type: none"> • Bâtiment • Commerce • Pêche 	Guinée-Bissau	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture et enseignants (vers le Cap Vert) • Secteur bancaire (Sénégal) • Bâtiment, hôtellerie et travail domestique (Portugal) • Professionnels de santé, enseignants du secondaire et juristes (Portugal)
<ul style="list-style-type: none"> • Petit et moyen commerce (Libanais) • Artisanat • Travail dans les plantations 	Libéria	<ul style="list-style-type: none"> • Secteur médical
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur informel 	Mali	<ul style="list-style-type: none"> • Commerce, agriculture, pêche, industrie (Côte d'Ivoire) • Elevage (Algérie, Libye) • Travailleurs manuels (France)
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur de l'énergie • Bâtiment • Travail domestique et hôtellerie • Commerce et affaires 	Niger	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture (dans les pays voisins) • Secteurs de l'industrie, de l'hôtellerie et de la santé (vers les pays de l'OCDE)
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur informel • Secteur médical 	Nigéria	<ul style="list-style-type: none"> • Santé, immobilier, commerce de gros (vers les pays de l'OCDE)
<ul style="list-style-type: none"> • Commerce des fruits et légumes, secteur des transports (Guinéens) • Vente de peintures (femmes maliennes) • Professions supérieures (Ivoiriens, Béninois et Togolais) 	Sénégal	<ul style="list-style-type: none"> • Services, agriculture, travail domestique (vers les pays de l'OCDE) • Secteur médical, commerce, professions supérieures (vers les pays de l'OCDE)
<ul style="list-style-type: none"> • Secteur minier 	Sierra Leone	<ul style="list-style-type: none"> • Secteur médical • Autres professions supérieures
<ul style="list-style-type: none"> • Marché du travail informel 	Togo	<ul style="list-style-type: none"> • Secteurs de l'éducation et de la santé



1. OBJECTIFS : QUESTIONS DE DEPART

1. Quels sont les principaux défis auxquels les pays de la CEDEAO font face en matière de migrations de travail ?
2. Quels sont les concepts clés qui devraient encadrer les politiques publiques de migration de travail ?
3. Quels sont les normes et cadres internationaux qui devraient être utilisés pour encadrer ces politiques ?
4. Quels sont les cadres et instruments clés de la CEDEAO que les Etats membres devraient incorporer dans leurs politiques nationales ?
5. Quelles sont les principales options de développement de ces politiques ?
6. Quelles sont les principales questions de coordination de politiques publiques à prendre en compte avant de démarrer un processus de développement d'une politique nationale de migration de travail ?
7. Où peut-on identifier des ressources ?



1. OBJECTIFS

- Le guide a été élaboré comme un **vademecum accessible pour le développement de politiques publiques effectives** permettant la protection des droits des travailleurs migrants
- Le guide allie une **approche par les normes internationales et les cadres régionaux** d'une part, au **développement des politiques nationales** de l'autre
- Il est structuré autour d'une **progression des notions les plus basiques aux plus complexes**, de l'international au sous-régional



STRUCTURE DE LA PRESENTATION

1. OBJECTIFS
2. STRUCTURE
3. SECTIONS CLES



2. STRUCTURE

- **Chapitre 1.** Introduction
- **Chapitre 2.** Concepts et principes clés
- **Chapitre 3.** Normes et cadres internationaux
- **Chapitre 4.** Le cadre de la CEDEAO
- **Chapitre 5.** Développement et coordination des politiques de migration de travail
- **Chapitre 6.** Recommandations pratiques pour la protection des droits des travailleurs migrants dans la région CEDEAO

2. STRUCTURE

Contents

Contents	3
Table of figures	5
List of abbreviations	6
Executive summary	7
Chapter 1: Introduction	9
1.1 Overview of global labour migration trends	10
1.2 Labour migration trends and patterns in West Africa	12
1.3 Objectives and contents of the guide	16
Chapter 2: Key concepts and principles	18
2.1 Taking into account the full migration cycle	18
2.2 Defining the status of migrant workers	20
2.3 Gender dimensions of migration	20
2.4 Fundamental principles and rights at work	21
2.5 Equality of treatment and non-discrimination	22
2.6 A rights-based approach to labour migration	23
Chapter 3: International standards and frameworks for the protection of migrant workers	24
3.1 UN Treaties and Conventions	24
3.2 ILO Standards	26
3.3 ILO Multilateral Framework on labour migration	27
3.4 Ratification of standards in the ECOWAS region	29
3.5 African Union (AU) Framework on migration	30
3.6 Synthesis on international standards and frameworks	32
Chapter 4: ECOWAS Framework for the protection of migrant workers	33
4.1 ECOWAS Treaty	33
4.2 ECOWAS Free Movement Protocols	33
4.3 Common Approach to Migration	35
4.4 ECOWAS General Convention on Social Security	35
4.5 Tripartite Social Dialogue Forum	37
4.6 ECOWAS Frameworks on Child Labour and Counter-Trafficking	37
Chapter 5: Labour migration policy development and coordination	40
5.1 Labour migration governance	40
5.2 Labour Market Information Systems (LMIS)	46

2. STRUCTURE

5.3	Regulation of recruitment and placement practices	47
5.4	Social security	52
5.5	Accompanying measures	54
Chapter 6: Practical recommendations for the protection of migrant workers' rights within the ECOWAS region		55
6.1	Role of the ECOWAS Commission	55
6.2	Role of ECOWAS Member States	56
6.3	Role of Employers' Associations	57
6.4	Role of Workers' Organizations	58
6.5	Role of Migrant Workers and Other Civil Society Organizations	59
References		61



STRUCTURE DE LA PRESENTATION

1. OBJECTIFS
2. STRUCTURE
3. SECTIONS CLES

Le cycle de la migration de travail :

Passage en revue de toutes les étapes clés du point de vue du travailleur migrant, de l'employeur et des états d'origine et de destination



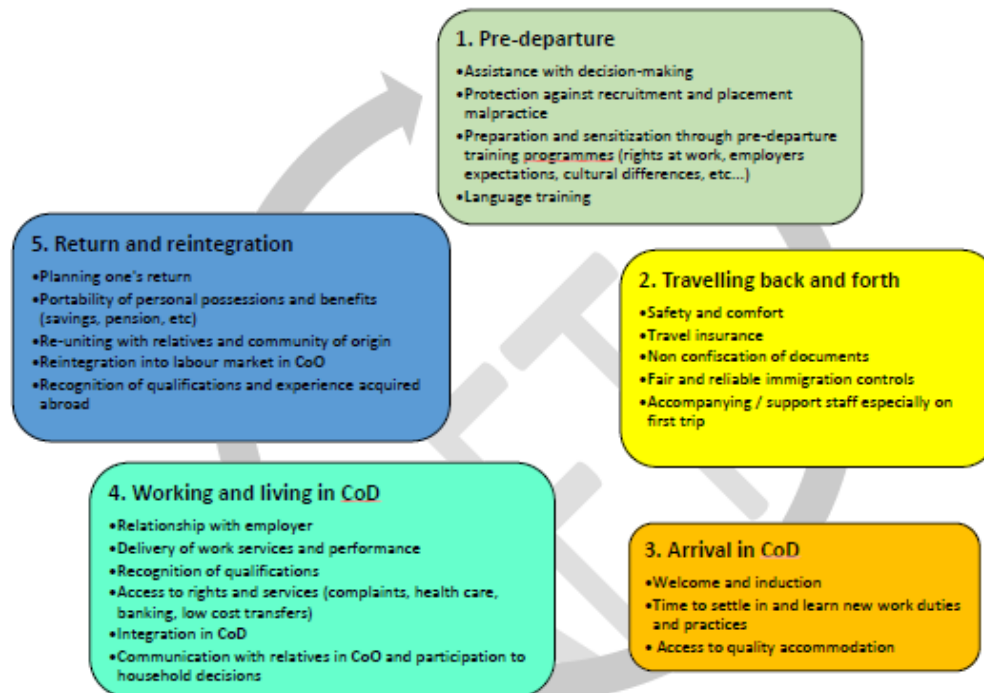
3. SECTIONS CLES

Chapitre 2 – Principes et concepts clés

Encadré sur « Comment utiliser le cycle de la migration de travail pour la planification ? » : Questions que les décideurs doivent se poser pour évaluer et planifier chaque étape du cycle migratoire



Graph 2. The labour migration cycle



Box 1. How to use the migration cycle for planning?

Questions that governments from both CoO and CoD should ask themselves in considering the migration cycle are:

1. Do we have any measure in place to address each of the five phases of the migration cycle? If not, why?
2. Should we consider adopting new measures? For which phase? Why?
3. How can we reinforce our existing administrative and service structures?
4. Do we have the know-how or should we outsource this service?
5. Do we have resources available? If not, where can we locate such resources?

Chaque **concept** est expliqué **de manière narrative**, en définissant le langage technique en des termes simples,

en fournissant des **exemples de mise en œuvre** par des mesures concrètes

et enfin, en indiquant **quelle est la position de la CEDEAO** et les plus récents développements en matière de politique publique.

3. SECTIONS CLES

Chapitre 2 – Principes et concepts clés



2.5 Equality of treatment and non-discrimination

The concepts of **equality of treatment and non-discrimination** is central to the protection of migrant workers and the implementation of free movement regimes. Together they guarantee that all rights and obligations bestowed upon national workers will be extended without any difference to migrant workers in the realm of employment and occupation. This includes monitoring of terms and conditions of employment, access to vocational training, language and integration courses, allowing for freedom of association, and protection against discrimination.

What the body of migrant-specific international conventions calls for is essentially policies which promote and guarantee equality of treatment and opportunity **between regular status migrants and nationals in employment and occupation in the areas of access to employment, remuneration, social security, trade union rights, cultural rights and individual freedoms, employment taxes and access to legal proceedings.**

Equality of treatment and non-discrimination are one of the major challenges in the implementation of the ECOWAS Free Movement Protocols (Dimechkié 2014: 28; Devillard et al. 2015: 39). The 1986 Supplementary Protocol regulates Community citizens' right of residence for the purpose of seeking and taking up income-earning employment. This includes the **right to apply for jobs, to travel freely for this purpose in a Member State, to reside in one of the Member States in order to take up employment, and to live in a Member State after having been employed there. The right of residence implies equal treatment of immigrant Community citizens and nationals of the host Member State in relation to taking up employment or practicing a profession. They should be granted equal treatment in terms of the security of the employment and possibilities of re-employment if the job is terminated for economic reasons.**

The Protocol goes even further in that Community citizens shall be given priority over other workers newly admitted to the host country. Community citizens shall also enjoy equal treatment in the provision of access to social, cultural, and health facilities, as well as to general and professional education for themselves and for their children. The protocol provides various means to facilitate the exercise of this right, such as an ECOWAS residence card or a residence permit obtained from the host Member State (Devillard et al. 2015: 39).

However, one of the main challenges hampering the full realisation of equality of treatment resides in bureaucratic hurdles which establish de facto discrimination and limitations to ECOWAS migrant workers' employment in other Member States. Their automatic right to work without a work authorisation is not explicit in most national legislations. In most countries they are still requested to apply for a work authorisation except under the Guinean Labour Code of 2014, which explicitly exempts them, Côte d'Ivoire, and in the draft Liberian immigration law (Devillard et al. 2015: 47). These ambiguities in defining the status and rights attached to the category 'migrant worker' hamper the full realisation of the right to establishment but also weaken the position of migrant workers on the labour market. Their protection under labour legislation as workers is thus limited and their treatment dissimilar to that of national workers.

3. SECTIONS CLES

Résumés des points clés à mémoriser pour chaque chapitre

Chapter 2. Key concepts and principles

KEY POINTS TO REMEMBER

The concepts and principles that have been developed for over a century around the idea of protection of migrant workers by international organizations provide robust foundations from which to shape and build your own national labour migration policies

Using internationally acknowledged concepts and principles allows your country to discuss the same matters more easily with other ECOWAS Member States and other countries in the region

Each of these concepts and principles are important in themselves but also in relation with one another

Gender dimensions are almost systematically overlooked whereas female migration is constantly increasing; they require systematic review of all existing labour migration policies

Equality of treatment between migrant and non-migrant workers and between different categories of migrant workers remains the main challenge within ECOWAS and should be addressed in priority

Le chapitre présente les **normes et cadres pertinents pour le développement de politiques de migration de travail.**

Chaque norme est expliquée en fournissant son **contexte**,
ses **objectifs**

et ensuite une **brève description de ses articles.**

3. SECTIONS CLES

Chapitre 3 – Normes et cadres internationaux

The UN International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of their Families (ICMWR)

In 1990, the United Nations Assembly adopted the International Convention on the Protection of the Rights of All Migrant Workers and Members of their Families (ICMWR). The ICMWR entered into force on 1st July 2003. To date, it counts 38 signatories and 48 parties.

The Convention represents a significant positive step for furthering the rights of migrant workers. It offers a series of obligations on governments to promote "sound, equitable, humane and lawful conditions" for the international migration of workers and members of their families. Fundamental human rights are extended to all migrant workers, both documented and undocumented, with additional rights being recognized for documented migrant workers and members of their families, notably equality of treatment with nationals in employment and in a number of legal, political, economic, social and cultural areas. It attempts to establish minimum standards of protection for migrant workers and members of their families.

Some highlights of the ICMWR are:

- **Article 7** advises governments/states to respect and to ensure to all migrant workers and members of their families within their territory the rights provided for in the present Convention without distinction of any kind such as sex, race, colour, language, religion or conviction, political or other opinion, national, ethnic or social origin, nationality, age, economic position, property, marital status, birth or other status.
- **Articles 9, 10 and 11** enunciate key directives to states/governments for the protection of migrant workers. Article 9 directs the states to protect the right of life of the workers and their

Il y a ensuite des **encadrés** qui précisent comment une norme est utilisée soit pour l'élaboration des politiques soit pour d'autres activités liées à la migration de travail (renforcement de capacité, arbitrage, etc).

3. SECTIONS CLES

Chapitre 3 – Normes et cadres internationaux

Box. 2 How to use international labour standards regardless of ratification?

International labour standards (ILS) and frameworks, regardless of ratification, play at least **three critical functions** in labour migration policy development and implementation:

1. First, they are **model laws** against which national legislations may be drafted and adjusted to specific contexts;
2. Second, they may play a **benchmarking** role. They offer principles, criteria and direction against which already existing legislation and policy can be assessed and monitored. As such, they serve an evaluation function;
3. Third, ILS play a role in **litigation, arbitration and jurisprudence** to supplement existing frameworks or bridge gaps in national legislations.

Their main **limitation** is that their scope is by definition broad and decontextualized. They need to be updated through frameworks, guides and compendia of best practice. Regional and sub-regional frameworks may then assist policymakers to complement and domesticate ILS to national contexts.

Box 3. How can the ILO Multilateral Framework on Labour Migration be useful to governments and social partners?

- As a checklist to assess existing legislation, policies & practices
- As a ready reference source - in designing or improving migration legislation, policies and migration legislation.
- For negotiating agreements on labour migration between source and destination countries.
- For employers, on recruitment and employment good practices
- For the trade union movement, as a resource to protect workers, and advocate with the government on migrant rights.
- As a tool kit for training relevant stakeholders.
- As a resource for migrant workers to learn and campaign about their rights.

Ce tableau donne l'état de ratification des normes internationales par instrument

et fait ressortir les points de convergence et aussi de divergence entre groupes d'Etats membres de la CEDEAO.

3. SECTIONS CLES

Chapitre 3 – Normes et cadres internationaux

Tableau 3. Ratification des normes internationales dans la région CEDEAO

Instrument	Etats membres de la CEDEAO qui ONT ratifié	Etats membres de la CEDEAO qui n'ont PAS ratifié
CONVENTIONS FONDAMENTALES		
C29 (Travail forcé)	Bénin, Burkina Faso, Cape Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo	
C87 (Liberté syndicale)	Benin, Burkina Faso, Cape Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinea, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo	Guinea Bissau
C98 (Négociation collective)	Benin, Burkina Faso, Cape Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinea, Guinea Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo	
C105 (Abolition du travail forcé)	Benin, Burkina Faso, Cape Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinea, Guinea Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo	
C111 (Discrimination – Emploi & Profession)	Benin, Burkina Faso, Cape Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinea, Guinea Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo	
CONVENTIONS TECHNIQUES : INSTRUMENTS POUR LA MIGRATION		
C97 (Migration pour l'emploi)	Burkina Faso, Nigeria	Benin, Cape Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinea, Guinea Bissau, Liberia, Mali, Niger, Senegal, Sierra Leone, Togo
C143 (Travailleurs migrants)	Benin, Burkina Faso, Guinea, Togo	Cape Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinea Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone
Convention Travailleurs Migrations (Nations Unies)	Burkina Faso, Cape Verde, Ghana, Guinea, Mali, Niger, Nigeria, Senegal	Benin, Côte d'Ivoire, Gambie, Guinea Bissau, Liberia, Sierra Leone, Togo
AUTRES CONVENTIONS TECHNIQUES PERTINENTES		
C122 (Politique de l'emploi)	Burkina Faso, Guinea, Senegal, Togo	Benin, Cape Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinea Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Sierra Leone
C181 (Agences d'emploi privées)	Niger (to enter into force in May 2016)	Benin, Burkina Faso, Cape Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinea, Guinea Bissau, Liberia, Mali, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo
C189 (Travailleur-se-s domestiques)		Benin, Burkina Faso, Cape Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinea, Guinea Bissau, Liberia, Mali, Niger, Nigeria, Senegal, Sierra Leone, Togo

Chacun des cadres de référence de la CEDEAO pertinents à la migration de travail est présenté en détails et expliqué dans ce chapitre.

3. SECTIONS CLES

Chapitre 4 – Cadres de la CEDEAO

Chapter 4: ECOWAS Framework for the protection of migrant workers

Regional frameworks complement international standards and are critical to take into account in the development of national or bilateral policies and instruments. This chapter summarises the current state of ECOWAS Protocols and Approach on labour migration in terms of the key principles they uphold and of the actual implementation processes they have given rise to. Implementation gaps and challenges are underscored in the presentation as well as potential contradictions or tensions with international standards and frameworks.

4.1 ECOWAS Treaty

Fifteen West African countries signed the treaty for an Economic Community of West African States (Treaty of Lagos) on 28 May 1975. In July 1993, a revised ECOWAS Treaty designed to accelerate economic integration and to increase political co-operation, was signed.

ECOWAS aims to promote co-operation and integration in economic, social and cultural activity, ultimately leading to the establishment of an economic and monetary union through the total integration of the national economies of Member States. It also aims to raise the living standards of its peoples, maintain and enhance economic stability, foster relations among Member States and contribute to the progress and development of the African Continent. ECOWAS integration policies and programmes are influenced by the prevailing economic conditions in its member countries, the need to take the principal provisions of the African Economic Community (AEC) Treaty into account, and relevant developments on the international scene.

The revised treaty of 1993, which was to extend economic and political co-operation among Member States, designates the achievement of a common market and a single currency as economic objectives, while in the political sphere it provides for a West African parliament, an economic and social council and an ECOWAS court of justice to replace the existing Tribunal and enforce Community decisions. The treaty also formally assigned the Community with the responsibility of preventing and settling regional conflicts.

4.2 ECOWAS Free Movement Protocols

The 1979 Protocol Relating to Free Movement of Persons, Residence and Establishment provides the legal framework for ECOWAS community citizens to enter, reside and establish economic activities in the territory of other Member States. Adopted in 1980, the Protocol sets out the progressive implementation of these rights in three phases - entry, residence and establishment - the specifics of which are detailed in four Supplementary Protocols.

The four Supplementary Protocols are the following:

- Supplementary Protocol A/SP.1/7/85 on the Code of Conduct for the implementation of the Protocol on Free Movement, Right of Residence and Establishment;
- Supplementary Protocol A/SP.1/7/86 on the second phase (Right of Residence) of the Protocol on Free Movement, Right of Residence and Establishment;
- Supplementary Protocol A/SP.1/6/89 amending and complementing the provisions of Article of the Protocol on Free Movement, Right of Residence and Establishment; and
- Supplementary Protocol A/SP.2/5/90 on the implementation of the Third Phase (Right of Establishment) of the Protocol on Free Movement, Right of Residence and Establishment.

Des encadrés expliquent ensuite les points principaux des cadres de la CEDEAO qu'il s'agit de transposer dans les politiques et législations nationales.



3. SECTIONS CLES

Chapitre 4 – Cadres de la CEDEAO

Box 5. Main rights and protections granted by the Free Movement Protocols to migrant workers from ECOWAS countries

- The right to enter, reside and establish in Member State (Protocol A/P.1/5/79, Article 2)
- Protection of property, goods or fixed assets legally acquired in Member States, and equal treatment with nationals in regard to tax laws. (Supplementary Protocol A/SP.1/7/85, Article 7)
- The right of residence in Member States "for the purpose of seeking and carrying out income earning employment," including the right to apply for jobs, to travel and reside in Member States to take up employment, and to live in Member States after having been employed there. (Supp. Protocol A/SP/.1/7/86, Articles 2 and 3)
- Protection from mass expulsion; individual expulsion must be based on "a well-founded legal or administrative decision" and must be carried out in respect of their fundamental rights. (Supp. Protocol A/SP/.1/7/86, Article 14)
- The right to transfer earnings or savings without impediment from Member States (Supp. Protocol A/SP/.1/7/86, Article 17)
- The right to equal treatment with nationals in regard to employment security, re-employment in case of job loss, training and professional education (Supp. Protocol A/SP/.1/7/86, Article 23)
- The right to create and manage enterprises under the same conditions as nationals. (Supp. Protocol A/SP.2/5/90, Article 2)
- Protection from confiscation of assets and capital on a discriminatory basis (Supp. Protocol A/SP.2/5/90, Article 7)

Source: From Dimechkié 2014: 10.

3. SECTIONS CLES

Chapitre 5 – Développement et coordination des politiques de migration de travail

- C'est la dimension innovante du guide
- Les chapitres précédents ont mis l'accent sur le **besoin critique pour les EM de renforcer la domestication des normes et cadres internationaux et régionaux**, ainsi que d'assurer la **cohérence et l'alignement de ces politiques à l'intérieur de la CEDEAO**.
- Ce chapitre passe en revue les **principales dimensions, les composantes et processus compris dans le développement et la coordination des politiques** de migration de travail au niveau national.
- Le chapitre est organisé autour de **trois domaines d'intervention** :
 1. Gouvernance de la migration de travail et stratégies de politiques publiques
 2. Régulation des pratiques de recrutement et de placement
 3. Protection sociale, services sociaux et mesures d'accompagnement

3. SECTIONS CLES

Chapitre 5 – Développement et coordination des politiques de migration de travail

Encadré 7. Dix étapes clés pour développer une politique nationale de migration de travail

Etape 1. Nomination d'une équipe de travail : Sélection et constitution de l'équipe de travail (...)

Etape 2. Revue et évaluation du contexte national : L'objectif est d'établir l'état des connaissances sur (...)

Etape 3. Différentes séances de consultations tripartite plus externes afin d'établir les priorités et de construire un consensus parmi les principales parties prenantes (...)

Etape 4. Evaluation interne des ressources administratives, techniques et budgétaires. En même temps que l'étape 3, (...)

Etape 5. Formulation de la politique. A partir des résultats de la revue et de l'évaluation du contexte national, et des consultations (...)

Etape 6. Consultations gouvernementales internes sur le document de travail

Etape 7. Ouverture aux soumissions des mandants à travers les structures consultatives triparties et / ou des auditions parlementaires. Selon les procédures établies au plan national ...

Etape 8. Arbitrage politique sur les options. (...)

Etape 9. Lancement officielle de la politique et campagne de communication (...)

Etape 10. Nomination des principales unités de mise en œuvre et des personnels et adoption d'un plan de mise en œuvre (...)

3. SECTIONS CLES

Chapitre 5 –

Développement et coordination des politiques de migration de travail

Quatre dimensions clés à considérer tout au long du processus d'élaboration de la politique :

1. **Soutenabilité des arrangements institutionnels** : Positionnement de la politique afin de la protéger des interférences politiques et des variations budgétaires autant que possible.
2. **Ressources humaines** : La mise en oeuvre efficace de toutes les dimensions de la politique nécessite des personnels compétents, dévoués et stables (...) Les trois dimensions suivantes : **Stratégie et analyse des données** ; **Gestion et coordination de la politique** ; **Services aux travailleurs migrants** doivent être pris en considération dans la mise en place d'une équipe efficace de fonctionnaires et d'experts.
3. **Cohérence claire et articulation aux autres politiques publiques** : en termes de stratégie gouvernementale d'ensemble, de cohérence sur la terminologie, de calendrier, de cibles et de complémentarité des objectifs.
4. **Insertion de la migration de travail dans les autres politiques publiques** : Travail supplémentaire à effectuer de mise en cohérence

3. SECTIONS CLES

Chapitre 6 – Recommandations pratiques pour la protection des droits des travailleurs migrants dans la région CEDEAO

Ces recommandations ont été élaborées sur la base du travail mené dans le contexte du programme sur la liberté de circulation des personnes et la migration en Afrique de l’Ouest depuis 2014 (FMM).

Pour chaque partie prenante, les recommandations sont organisées depuis les **mesures les plus générales nécessitant des réformes structurelles de moyen terme (afin de donner la vision d’ensemble)** aux **mesures techniques et spécifiques à prendre plus rapidement.**

Les catégories de parties prenantes considérées sont :

- La Commission de la CEDEAO
- Les Etats membres de la CEDEAO
- Les associations d’employeurs (FWAEA et associations nationales)
- Les organisations de travailleurs
- Les organisations de travailleurs migrants et de la société civile

Les recommandations sont présentées dans un **tableau organisé par groupes de parties prenantes**.

Chaque **recommandation est numérotée** pour pouvoir être discutée séparément et en relation avec d'autres mesures.

Le **chapitre et la section de référence dans le guide** où le lecteur peut trouver de l'information sont référencés dans la colonne de droite.

3. SECTIONS CLES

Chapitre 6 –

Recommandations pratiques pour la protection des droits des travailleurs migrants dans la région CEDEAO

Stakeholders and recommendations		Relevant section of the ECOWAS Guide for Policymakers
6.1 Role of the ECOWAS Commission		
6.1.1	Ensure that issues of labour mobility and protection of migrant workers are fully addressed in the forthcoming regional migration policy, both in its guiding principles and action plan.	Chapters 1 and 4
6.1.2	Encourage Member States to ratify and domesticate ILO C97 (Migration for Employment), C143 (Migrant Workers Supplementary), C181 (Private Employment Agencies), C189 (Domestic Workers) and UN ICRMW (Rights of All Migrant Workers and Members of their Families).	Chapter 3
6.1.3	Enhance regional tripartite dialogue on labour migration by ensuring the regular tabling of labour migration issues on the agenda of the ECOWAS Social Dialogue Forum.	Chapters 3 and 4 (Section 4.5)
6.1.4	Establish a technical working group on labour migration within the ECOWAS Social Dialogue Forum to elaborate common positions, report on experiences at national level, and disseminate tools and policy developments.	Chapters 3 and 4 (Section 4.5)
6.1.5	Implementation of ECOWAS labour migration frameworks for Member States governments, Employers, Workers and Civil Society organizations.	Chapter 4
6.1.6	Use existing regional dialogue mechanisms (MIDWA, Social Dialogue Forum, Youth employment forums) to further labour migration governance topics and challenges and disseminate material produced by the FMM.	Chapter 4
6.1.7	Build capacity through tools and training for Commission staff across the four main directorates dealing with labour migration issues.	Chapters 4 and 5
6.1.8	Support the establishment and works of the ECOWAS Social Security Committee of Experts and encourage it to work towards (a) supporting harmonisation of data collection and information exchange between Member States social security systems, (b) exploring the feasibility of implementing a regional IT-based exchange platform, (c) disseminating the implications of the	Chapter 4 (Section 4.4) and Chapter 5 (Section 5.4)

3. SECTIONS CLES

Références

Liste détaillée des références à tous les protocoles, décisions et cadres de la CEDEAO et aux références internationales avec un accent mis sur les références accessibles en ligne.

References

ECOWAS References

Protocols

- Protocol A/P1/5/79 on free movement of persons, the right of residence and establishment;
- Protocol A/P3/5/82 relating to the definition of Community citizenship;
- Supplementary Protocol A/SP1/7/85 on the code of conduct for the implementation of the protocol on free movement of persons, the right of residence and establishment;
- Supplementary Protocol A/SP1/7/86 on the second phase (right of residence) of the protocol on free movement of persons, the rights of residence and establishment;
- Supplementary Protocol A/SP1/6/89 amending and complementing the provisions of article 7 of the protocol on free movement, right of residence and establishment;
- Supplementary Protocol A/SP2/5/90 on the implementation of the third phase (right of establishment) of the protocol on free movement of persons, the right of residence and establishment.

Decisions

- Decision A/DEC.8/5/82 amending the provisions of paragraph 1 of the article 27 of the Treaty of Economic Community of West African States;
- Decision A/DEC.10/5/82 Relating to the application of the protocol relating to the free movement of persons and the public enlightenment programme;
- Decision A/DEC.2/7/85 of the authority of heads of State and government of the Economic Community of West African States relating to establishment of ECOWAS travel certificate for Member States;
- Decision A/DEC.2/5/90 establishing a residence card in ECOWAS Member States.

Frameworks, plans of action and roadmaps

- Regional Labour and Employment Policy, 2009
- Regional Action Plan on Youth Employment, 2012
- ECOWAS Child Policy and the accompanying Strategic Plan of Action for the ECOWAS Child Policy 2009-2013,



FMM West Africa

Support to Free Movement of Persons & Migration in West Africa

Thank you

Merci

Obrigado



EUROPEAN UNION



ICMPD

International Centre for
Migration Policy Development



This project is jointly funded by the European Union and ECOWAS